Sénat : “Désintégration de l’identité et partition du territoire”, le coût de l’immigration évalué à 6,2 milliards

07/12/2018 à 11h13



Asile et immigration : « L’absence de lucidité par rapport aux enjeux, ce budget en est imprégné », dénonce Sébastien Meurant

La politique migratoire du gouvernement n’a pas convaincu la majorité de droite et du centre du Sénat. Les sénateurs ont décidé de rejeter, ce jeudi soir, le budget de la mission asile, immigration et intégration, porté par le gouvernement dans le projet de loi de finances pour 2019. « Disons-le tout net, le budget 2019 immigration, asile et intégration – pourtant en augmentation de 22,7%, à hauteur de 1,7 milliard d’euros – n’a aucune ambition politique de traiter ces immenses défis », s’est inquiété le rapporteur spécial de la commission des Finances, le sénateur (LR), Sébastien Meurant. « L’absence de lucidité par rapport aux enjeux, ce budget en est imprégné. »

(…)

Un taux d’application des décisions d’éloignement jugé « dérisoire » par le Sénat

Selon le rapport du Sénat, le taux d’exécution des mesures d’éloignement atteignait 12,5% au premier semestre 2018. « Le gouvernement fait semblant d’appliquer les décisions », a dénoncé Sébastien Meurant. Le groupe Union centriste ainsi que les Indépendants – République et Territoires, ont suivi leurs collègues LR dans le rejet du budget.

(…)

Des prévisions sur le nombre de réfugiés en 2019 « peu plausibles » pour la commission des Lois

(…)

François-Noël Buffet a cependant regretté que le budget soit calqué sur « des hypothèses peu plausibles », « insuffisantes au regard de la réalité des phénomènes migratoires ». « La France reste exposée à une demande d’asile sans précédent », a-t-il averti.

Un budget « robuste et complet », selon le gouvernement

De son côté, le ministère de l’Intérieur, représenté ce soir par le secrétaire d’État Laurent Nuñez a qualifié le budget de « robuste » et « complet », un budget qui s’inscrit à une politique « très équilibrée ». « La France reste confrontée à une situation migratoire délicate, qui justifie de poursuivre et amplifier notre action », a expliqué l’ancien numéro 1 de

la DGSI.

Sur l’immigration économique, Laurent Nuñez a indiqué que le gouvernement serait ferme, en prenant l’exemple de la Géorgie, dont les demandes d’accueil ont augmenté de 289%. « Notre détermination sera totale pour endiguer ce phénomène qui relève d’une immigration économique et qui concerne des personnes qui n’ont pas besoin de protection au sens du droit », a-t-il annoncé aux sénateurs.

(…)

Public Sénat